

## Bien situer les enjeux

Denise Truax

Numéro 19, décembre 1981, janvier 1982

La culture populaire

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/43678ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Éditions l'Interligne

ISSN

0227-227X (imprimé)

1923-2381 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Truax, D. (1981). Bien situer les enjeux. *Liaison*, (19), 15–17.



À la Commission Applebaum-Hébert

## Bien situer les enjeux

"...il faut se demander pourquoi, si une pratique sportive de masse fait ressortir les grands champions, une pratique culturelle de masse ne pourrait faire ressortir les génies des arts; et à l'exemple du sport, il faudrait faire en sorte que les fonds publics ne servent pas qu'aux génies ou champions: dans le sport, les amateurs ne cessent pas d'exister malgré la présence des champions, il doit aussi en être ainsi dans les arts."(1)

C'est en ces termes que l'Association québécoise du jeune théâtre interpelait le Comité d'étude de la politique culturelle fédérale dans le mémoire qu'elle leur a soumis cet été. Comme chacun sait, ce comité d'étude, aussi connu sous la désignation Commission Applebaum-Hébert, a été institué par le gouvernement fédéral afin de réfléchir et de repenser les politiques du fédéral en matière de subvention pour la culture. Ce comité doit remettre son rapport final, et ses recommandations, quelques temps au printemps. Nous profitons de ce dossier spécial sur la culture populaire pour vous présenter les conclusions auxquelles nous et d'autres sommes arrivés et que nous sommes allés défendre auprès de ce comité.

par denise truax

Y'a quelque chose qui me tracasse. Et pas mal d'ailleurs. Tellement que j'éprouve de la difficulté à être claire quand j'en parle. Ça fait un temps déjà que je me penche sur divers mémoires soumis à la Commission Applebaum-Hébert (comité d'étude de la politique culturelle fédérale). Des mémoires qui me semblent tellement simples et lucides dans leur affirmation de ce qu'est le développement culturel artistique. Qui proposent des définitions et des compréhensions du phénomène culturel global tel qu'il s'articule — et qui gagnerait à être pratiqué davantage, s'il était reconnu — dans nos sociétés.

Par ailleurs, j'ai aussi entre les mains le "Guide de discussion" soumis par le Comité d'étude. Un "Guide" qui, dès la première lecture, m'a agacé. C'est simple. Le "Guide" propose une réflexion sur la culture à partir des terrains habituels et usés: la rareté des fonds est posée comme toile de fond à partir de laquelle devront s'inscrire toute revendication émanant des groupes. Parce qu'il s'agit — aussitôt qu'on établit le facteur économique comme facteur premier — de faire des revendications: chaque groupe ou individu n'a d'autre choix que d'essayer de tirer —

ou de garder — la couverture financière de son bord. Une couverture financière qui se fait, d'ailleurs, de plus en plus mince. On est avertis.

Ainsi sont encouragés un ensemble de contradictions artificielles, voire arbitraires. Puisqu'il est impossible de tout subventionner, quelqu'un devra trancher entre ça et ça, déterminer pourquoi ça est plus valable que ça. Impossible d'entretenir une conception de la culture qui situe ses différents niveaux d'expression comme autant d'expressions nécessaires et vitales à cette culture.



Au contraire — et pour le plus grand malheur culturel — ce qui est "gagné" par ce type de débat, c'est la traditionnelle vision manichéiste de la culture, qui s'harmonise à une hiérarchisation des expressions culturelles. D'un bord, et tout en haut de l'échelle des valeurs, le beau, le grand, la Qualité, le Professionnel et l'Art, définis non pas par la communauté mais par ceux qui ont déjà "gravi les échelons"; de l'autre bord, et très loin en bas, le culturel, l'amateur, le populaire... voire "le minable", c'est-à-dire non digne de l'attention et du temps des "grands".

Et une élite continue à auto-produire des définitions et des critères applicables à l'ensemble des expressions artistiques et culturelles. Cette façon de faire me semble pour le moins suspecte.

Surtout que les définitions "officielles" de l'Art correspondent à une conception vieillie, et qui a fait la preuve de son échec, tant au niveau de sa consommation/acceptation et de son utilisation par l'ensemble de la communauté que de sa rentabilisation (les deux vont de pair, évidemment):

"...aujourd'hui où chacun peut lire, visiter les musées, écouter



de la grande musique, au moins à la radio, le jugement des masses sur ces choses est devenu une réalité, et, à travers lui, il est devenu évident que le grand art n'est pas un plaisir direct des sens (...). Sans quoi, il flatterait — comme les gâteaux ou les cocktails — aussi bien le goût sans éducation que le goût cultivé. En somme (...), le grand projet culturel du pouvoir a échoué sur le terrain de l'art."(2)

Si l'Art est en crise aujourd'hui — témoin l'existence du Comité Applebaum-Hébert et les multiples revendications émanant d'un peu partout ces dernières années — c'est que deux conceptions et deux réalités coexistent et s'affrontent. Et l'une est privilégiée au détriment de l'autre. Le projet culturel d'hier a échoué:

"...l'actuelle crise est idéologique et son origine se trouve dans les prémisses de tout l'édifice: vouloir créer une culture à partir d'une certaine conception de l'art. Or, il est vrai que cet art s'est développé mais il n'a pas engendré la culture souhaitée."(3)

À côté d'elle, une nouvelle pratique culturelle voit le jour, prend de la place. Une pratique culturelle qui part d'un enracinement en profondeur dans les communautés. Une pratique culturelle qui revendique la démocratisation de la culture, une démocratisation qui ne s'articule pas uniquement sur une vision Producteur/Consommateur, mais plutôt sur l'accessibilité de tous tant à la production qu'à la consommation de produits culturels.

"Rendre le produit culturel accessible, cela veut dire favoriser l'émergence de la culture dans toutes les régions du pays (...), c'est faire en sorte que les gens puissent se suffire dans leurs propres régions, en dehors du passage décentralisé d'organismes, dits nationaux, ou de rares expositions itinérantes. Et pour cela, il faut favoriser l'accès pratique au plus grand nombre. Si le hockey est notre sport national c'est qu'il est

soutenu par une pratique massive de la population: il y a des équipes partout au pays et les gens peuvent voir du hockey et le pratiquer sans être obligés de se rendre à l'une ou l'autre des amphithéâtres de l'une ou l'autre des équipes de la L.N.H."(4)  
 "Une réelle démocratisation de la culture pourrait avoir deux avantages évidents: créer des emplois pour les professionnels-les de tous les domaines artistiques et développer les arts par une pratique soutenue des amateurs."(5)

Et la conception même que se fait cette nouvelle pratique culturelle de ses objectifs et sa fonction diffère d'une conception traditionnelle de l'Art:

"C'est dans (un) imposant mouvement d'identification et d'affirmation culturelles qu'une nouvelle génération de praticiens et praticiennes de théâtre ont envahi les scènes parallèles, conscients-tes d'avoir à inventer un autre théâtre nécessairement critique."(6)

Et ce théâtre en est un "de constat et de transformation de nos destinées collectives".(7)



"Les amateurs, les étudiants, les professeurs, les gens du troisième âge, les grévistes s'empareront du théâtre pour en faire une propriété publique: un théâtre populaire se donnait enfin droit de cité, agrandissant partout à travers la province son rayon d'action. (...) C'est ainsi que ce mouvement réussit à rejoindre un public plus étendu, plus diversifié et davantage concerné par le théâtre comme moyen d'expression et d'intervention sociales. C'est pourquoi de plus en plus d'auteurs, de techniciens se rapprochent de ce théâtre populaire, convaincus de la fonction sociale de l'art, et partant, de leur rôle d'intervention dans une société comme la nôtre."(8)

Dans ce sens, toute solution à l'actuelle crise doit d'emblée tenir compte des conceptions idéologiques qui différencient les deux pratiques "Artistique" et "culturelle" et doit tenir compte du contexte présent:

"Rien ne pourrait être réglé si nous demeurons enfermés dans les officines calfeutrées, "entre soi", que ce soit au Conseil des arts ou ailleurs. N'oublions pas que les arts ne sont pas passés du mécénat privé au mécénat public par l'opération du Saint-Esprit. Le pouvoir s'est intéressé aux arts parce qu'il s'imaginait que ceux-ci allaient l'aider d'une façon significative dans son effort de culturalisation."(9)

Mais ce projet a échoué. Et un nouveau projet, défini par la base, la communauté, émerge décidément aujourd'hui. Seulement, il ne semble pas évident que cela soit reconnu du gouvernement. Si je me sens en droit de me méfier du Comité d'étude et de ses conclusions possibles, c'est bien en constatant les prémisses strictement économiques à partir desquelles il a établi et préparé — à travers le "Guide" — les champs possibles d'intervention. En prenant pour acquis que des "choix nécessaires" devront être posés, que des privilèges devront être accordés à



certain, que des termes tels que l'Art et culture, professionnel et amateur, élitiste et populaire existent comme tant de contradictions. En se référant aux "artistes" non pas comme à des travailleurs qui ont droit, comme tout autre travailleur, à des conditions de vie décentes, mais comme à des individus qui, s'ils sont éventuellement assez bons (c'est ce qu'on s' imagine), recevront une "récompense" pour leur "art". L'"art" étant lui-même vu comme la récompense de l'artiste, quasi-suffisante... sauf qu'il a un corps qu'il doit nourrir.

Seule une réflexion en profondeur à partir des conceptions de l'art et de la culture, et donc une remise en question fondamentale des définitions "officielles" de l'Art pourrait permettre au Comité d'en arriver à des conclusions qui favoriseraient

une démocratisation véritable de la culture. Des conclusions qui offriraient des solutions viables et concrètes à la situation actuelle. Soyons cependant lucides: si art et culture ne sont pas reconnus aujourd'hui comme faisant partie d'un continuum, c'est qu'une certaine définition de l'Art — faite au détriment d'une pratique culturelle de fond — joue le jeu du présent système politique et sert ses intérêts. ★

1. **Mémoire de l'Association québécoise du jeune théâtre** présenté au Comité d'étude de la politique culturelle fédérale, mars 1981, p.3-4.
2. Tibor Egervari, **Mémoire soumis au Comité d'étude de la politique culturelle fédérale**, p. 5-6.
3. *Ibid.*, p.6.
4. **Mémoire de l'Association québe-**

**coise du jeune théâtre** présenté au Comité d'étude de la politique culturelle fédérale, mars 1981, p.5

5. *Ibid.*, p.6.
6. **Manifeste pour un théâtre nécessaire**, 1981, p.2.
7. *Ibid.*, p.2.
8. *Ibid.*, p.4.
9. Tibor Egervari, **op. cit.**, p.9-10.

*Documents consultés autres que ceux mentionnés ci-haut:*

1. **Nous sommes des signoleurs d'images**, Mémoire présenté par le Comité d'action régionale de l'ONF en Ontario, juin 1981.
2. **Le centre culturel franco-ontarien et l'essence de la culture communautaire**, Mémoire présenté au Comité d'étude de la politique culturelle fédérale par l'Assemblée des centres culturels de l'Ontario, février 1981.

UNIVERSITÉ D'OTTAWA



UNIVERSITY OF OTTAWA

## COURS DU SOIR JANVIER 1982

Inscrivez-vous dès maintenant par la posté  
en appelant au service du registraire  
(613) 231-3923

ou

présentez-vous en personne le 4 janvier  
1982 entre 18h00 et 20h00 au Pavillon  
Monpetit, 35, rue McDougal, gymnase 1.

La liste des cours offerts se trouve dans l'annuaire des cours  
du soir 1981-82 et est disponible en appelant au numéro ci-  
haut mentionné ou en consultant les journaux "Le Droit" et  
"The Citizen", édition du samedi 12 décembre 1981.